

Frontières, souverainisme et vacuité

François Gemenne

La manière dont la gauche et la droite ont pris position sur l'accueil des réfugiés révèle un déplacement : désormais les seules réponses à la hauteur de l'enjeu viennent de la droite, la gauche persistant, pour des raisons électorales, à rivaliser avec l'extrême droite. La gauche semble avoir renoncé à ses idéaux universalistes au profit d'un souverainisme qui se traduit par une logique de gestion. Quant aux mouvements citoyens censés incarner la « vraie gauche », leur volonté de lutte contre la mondialisation les amène à défendre le protectionnisme et un monde immobile où chacun resterait chez soi, niant ainsi que les migrations sont une donnée structurelle.

Le 24 mai 2016, lors du congrès annuel des Verts européens, Cem Özdemir, le leader des Verts allemands, était invité à commenter la politique d'accueil des réfugiés de la chancelière Merkel. Il a commencé par une sage observation : « Avant de critiquer la politique du gouvernement en place, demandons-nous comment nous aurions agi à sa place. » Et sa réponse fut sans appel : « Nous aurions sans doute fait exactement la même chose qu'Angela Merkel, à ceci près que le CDU aurait été dans l'opposition et nous aurait lynchés pour cela. »

Tout le paradoxe de la gestion de la *crise des réfugiés* par les gouvernements européens est là : la boussole morale s'est déplacée à droite. Car c'est bien de la droite que sont venues les seules réponses qui se soient montrées à la

hauteur de l'enjeu, qu'elles viennent de la démocratie-chrétienne de la chancelière Merkel ou du pape François, ou encore des libéraux de l'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt.

Et, à l'inverse, ce sont souvent les gouvernements de gauche qui ont opposé les réponses les plus indignes à la situation. John Crombez, le président des socialistes flamands en Belgique (SP.A), a suggéré que les bateaux de réfugiés soient renvoyés à la mer, emboitant le pas à ses collègues socialistes néerlandais du PvdA. En Slovaquie, c'est aussi un Premier ministre socialiste, Robert Fico, qui a suggéré d'affecter un policier à la surveillance de chaque musulman du pays. En France, le Premier ministre socialiste Manuel Valls, en visite dans un camp de réfugiés en Allemagne, a cru

utile de rudoyer Angela Merkel sur sa politique d'asile et de déclarer que ni la France ni l'Europe ne pouvaient accueillir davantage de réfugiés. La chancelière avait pourtant déjà fort à faire avec les critiques de son prédécesseur, le chancelier socialiste Gerhard Schröder, véhément critique de sa politique d'asile. Il existe bien sûr des contrexemples, à droite comme à gauche : au Danemark, c'est un gouvernement conservateur de centre droit qui a pris la décision de confisquer les biens et bijoux de valeur aux réfugiés, tandis qu'en Italie, c'est un gouvernement socialiste qui a pris l'initiative de lancer l'opération de secours en mer Mare Nostrum.

On pourrait aussi dire que tout ceci n'est que coïncidence. Je ne le crois pas. Je crois au contraire que la « crise des réfugiés » révèle un bouleversement radical des valeurs de la gauche et de la droite, et constitue, pour les partis socialistes européens, la dernière avanée d'une course avec l'extrême droite entamée dès le milieu des années 1980. On dit souvent que c'est dans les crises que se révèle la vraie nature des hommes. Si la maxime vaut aussi pour les partis, elle risque alors d'être cruelle pour la gauche de gouvernement.

L'extrême droite au pouvoir

C'est en 1984 que le Front national, en France, acquiert une légitimité électorale. Il recueille 10 % des suffrages aux élections européennes, et Laurent Fabius, alors Premier ministre, déclare benoîtement que le Front national « pose les bonnes questions, mais apporte de mauvaises réponses ». Dès cet instant, le Front national a partie gagnée. Comme le rappelait déjà *La Revue nouvelle*, l'effet de cette déclaration a été de « valider une vision d'extrême droite des défis des sociétés européennes¹ ».

Et sur les questions d'asile et d'immigration, l'extrême droite n'a guère besoin d'une victoire dans les urnes : elle a déjà imposé son agenda sur la question. Et les gouvernements européens ne gèrent pas la « crise des réfugiés » autrement que l'extrême droite ne l'aurait sans doute fait, en renforçant leurs frontières extérieures sans développer la moindre réponse commune. Au point que l'on est presque surpris, en Belgique, que le secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations Theo Francken, pourtant proche de l'extrême droite, s'en tire au fond plutôt mieux que beaucoup de ses homologues européens.

La posture politique de la gauche sur l'asile et l'immigration est, depuis le milieu des années 1980, strictement réactive face à un agenda politique et médiatique contrôlé par l'extrême droite. C'est cette dernière qui pose les questions, à charge pour les autres de répondre. Elle est presque la seule force politique, aujourd'hui, qui propose un projet cohérent (détestable, mais cohérent) sur l'immigration et qui, dès lors, peut seule poser les termes du débat.

Ce renoncement s'explique largement pour des raisons électorales : la gauche socialiste sait parfaitement qu'une partie de ses électeurs traditionnels, et singulièrement les ouvriers, sont aujourd'hui devenus les cibles de choix de l'extrême droite, avec d'ailleurs un certain succès. La gauche se retrouve donc piégée entre ses valeurs traditionnelles et ses intérêts électoraux immédiats : comme l'immigration est agitée par l'extrême droite comme un épouvantail, la gauche se trouve prise au piège, incapable d'être sur ce sujet une force de proposition. Et l'ensemble des gouvernements européens se trouve aujourd'hui tétanisé par l'extrême droite, incapable de fournir une réponse à la hauteur de la crise humanitaire actuelle.

1|Christophe Minck et Baptiste Campion, « Le FN pose-t-il les bonnes questions? », *La Revue nouvelle*, numéro 5/2015, <http://bit.ly/1RYXmBL>.

La gauche souverainiste

En parallèle, une partie significative de la gauche, qu'elle soit socialiste ou radicale, semble avoir remplacé ses idéaux universalistes par un souverainisme assumé. La mondialisation reste largement perçue comme une menace face à laquelle les frontières seraient un rempart, et le protectionnisme comme une défense. Et les sociétés européennes sont traversées aujourd'hui par cette fracture de la mondialisation, entre ceux qui pourront en saisir les opportunités et ceux qui en seront exclus. La fracture, désormais, se trouve bien entre ceux pour qui les frontières ne veulent plus rien dire et ceux pour qui elles constituent un ultime rempart auquel s'accrocher.

Dans ce contexte, les migrations restent largement perçues comme des avatars de la mondialisation, des chevaux de Troie qui annonceraient le démantèlement des droits et acquis sociaux. Les luttes sociales sont à nouveau pensées dans le cadre étroit de l'État-nation, comme s'il était encore possible d'imaginer aujourd'hui qu'à un territoire donné corresponde une population donnée. C'est bien comme cela, pourtant, qu'on a conçu la souveraineté nationale aux XVII^e siècle, comme une coïncidence des frontières géographiques et des frontières démographiques². Cette conception de la souveraineté nationale ne peut plus avoir cours aujourd'hui : dans un monde transformé par les migrations, le concept d'État-nation apparaît comme profondément anachronique. C'est cependant cette conception de la souveraineté nationale, dans laquelle la migration apparaît comme une anomalie, qui forme aujourd'hui le socle idéologique d'une partie de la gauche de gouvernement, une gauche

souverainiste pour qui la politique d'asile et d'immigration resterait le dernier rempart de la souveraineté nationale.

Et c'est bien cet attachement à cette conception holocénique de la souveraineté nationale qui explique en grande partie le refus systématique des États européens de développer une politique européenne commune en matière d'asile et d'immigration : plutôt que d'accepter qu'une entité supranationale — l'Union européenne — décide qui peut aller et venir sur le territoire de ses États membres, les gouvernements préfèrent laisser cette décision aux passeurs. Car ce sont bien eux qui, aujourd'hui, décident qui arrive dans les États européens, à quel prix et dans quelles conditions.

Une insondable vacuité

En l'absence de projet politique, c'est une logique de gestion qui a pris le dessus. Les migrations sont vues comme une anomalie, comme un problème à résoudre, et même comme une crise dès que le nombre de migrants dépasse la moyenne annuelle. Cette perspective managériale explique que la priorité de chaque gouvernement, de gauche comme de droite, consiste surtout à rester dans les mêmes ordres de grandeur que le gouvernement précédent. C'est ainsi que l'on verra des gouvernements de gauche communiquer sans états d'âme sur les chiffres des reconduites à la frontière, façon de souligner qu'ils ne sont pas moins « laxistes » en la matière que des gouvernements de droite. De la même manière que l'on verra un gouvernement de droite, en Belgique, se féliciter que les chiffres des demandes d'asile y aient atteint un plancher historique, en pleine « crise des réfugiés ».

Et c'est bien pour cela que tous les gouvernements successifs, quelle qu'en soit la couleur, mènent au fond la même « politique » en matière d'asile et d'immigration, celle du contrôle et de la fermeture des frontières, « entre humanité

2 | Déjà à l'époque, cette construction était contrefactuelle, vu la diversité des populations englobées dans un même État nation.

et fermeté », pour reprendre la formule absurde répétée *ad nauseam* par tous les ministres de l'Intérieur. Cette politique, qu'on appelle parfois « politique du chiffre », n'en est pas une : c'est au mieux une technique managériale, qui ne repose plus sur aucune valeur ni aucun principe, mais uniquement sur le souci de ne pas faire dévier d'un iota la courbe des entrées et des sorties du territoire.

Cette absence de politique migratoire amène, logiquement, une profonde dépolitisation de la migration en tant que fait social. C'est bien cette dépolitisation qui permet de penser la migration en termes managériaux, comme des flux et des stocks, et de déshumaniser les migrants, que l'on peut s'échanger comme des marchandises qu'on renverrait à l'expéditeur.

Une gauche dévoyée ?

On objectera volontiers que la gauche de gouvernement, incarnée en Europe par les socialistes, n'a plus de gauche que le nom, et qu'il faudrait au contraire chercher la « vraie gauche » dans les mouvements citoyens qui se développent un peu partout en Europe : Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, Nuit Debout en France, ou dans une moindre mesure, le Mouvement Cinq Étoiles en Italie. Une « vraie gauche » que prétendent d'ailleurs incarner certains partis, du Parti du travail de Belgique (PTB) au Front de gauche en France.

Ces mouvements et partis sont bien sûr assez différents les uns des autres, même s'ils revendiquent souvent une filiation commune. Certains ont considérablement renouvelé les termes du débat politique dans leur pays. Tous adoptent une attitude compassionnelle face aux drames de la Méditerranée, et affichent leur solidarité aux migrants et aux réfugiés. Mais aucun ne parvient à sortir de cet « impensé politique » de la migration, pour reprendre une expression de François De Smet. Une

fois arrivé au gouvernement, Syriza, qui affichait pourtant un programme promigrants et proréflugiés pendant sa campagne, n'a guère eu d'états d'âme à mettre en œuvre l'accord entre l'Union européenne et la Turquie, et à déporter migrants et réfugiés.

Tous ces mouvements et partis sont structurés autour d'une même idée : une meilleure protection des travailleurs et plus globalement de ceux que la gauche de gouvernement a oubliés ou trahis. Et cette protection s'inscrit dans une idéologie profondément souverainiste : il s'agit de lutter contre les « ravages de la mondialisation », de refuser les « diktats de Bruxelles » et, plus globalement, de reprendre le contrôle d'une politique économique que l'on perçoit comme menacée par le monde extérieur. Il s'agit bien de défendre une forteresse et la ligne de défense se doublera volontiers d'accents nationalistes (« La France insoumise »), quitte à rejoindre en bien des endroits celle de l'extrême droite.

Qu'on ne s'y trompe pas : la frontière est ici une protection contre la mondialisation, et le nationalisme un rempart contre le supranationalisme, perçu comme étant à la solde d'intérêts économiques et financiers. Cette « vraie gauche » n'est pas une gauche universaliste, mais une gauche protectionniste et souverainiste.

Est-ce à dire que l'universalisme proclamé de la gauche, de l'internationale socialiste, a complètement disparu ? Il ne reste en tout cas guère que les partis écologistes, aujourd'hui, pour revendiquer un tel universalisme. Mais ils se heurtent à la même difficulté de penser les luttes sociales en dehors du cadre étroit de l'État-nation.

En réalité, derrière ce vide politique se cache un véritable malaise pour la gauche. Un malaise qui touche à l'appropriation de la notion de frontières et de

souveraineté. Si la gauche est tellement timide sur les questions qui touchent à la migration, c'est d'abord parce que celle-ci reste associée à la mondialisation. Et la gauche est tiraillée entre deux électorats, qui représentent aussi deux visions radicalement différentes de la mondialisation. Dans une note qui avait fait beaucoup de bruit en 2011, le *think-tank* socialiste Terra Nova expliquait que la « classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs », ce qui revenait à dire, pour beaucoup, qu'il fallait abandonner le vote ouvrier au Front national. Et il y a bien, en effet, une fracture de la mondialisation. Une fracture entre, d'une part, une élite cosmopolite pour qui les frontières ne représentent plus rien d'autre que des scories du passé et qui saisira toutes les opportunités, professionnelles ou personnelles, que lui offre la mondialisation et, d'autre part, ceux qui ne pourront saisir ces opportunités, pour qui la mondialisation représentera une menace et qui se raccrocheront donc aux frontières comme à un dernier rempart devant cette menace. Et de cette fracture naît un profond malaise face aux frontières, qui trouve son origine dans une conception périmée de la souveraineté nationale.

Souveraineté et frontières

Le traité de Westphalie, qui met fin en 1648 à la guerre de Trente Ans, installe la souveraineté nationale comme pierre angulaire des relations internationales, censée garantir la paix entre les peuples. Chaque souverain jouira désormais du contrôle absolu de l'ensemble de son territoire et de la population qui y réside. Et il est naturel d'imaginer, à l'époque, une coïncidence entre les frontières géographiques du territoire et celles de la population qui y réside. À chaque territoire correspondrait une population, et territoire et population seraient placés sous l'autorité du même sou-

verain : les bases de l'État-nation sont jetées en même temps que la souveraineté nationale est érigée en principe de gouvernement. En contrepoint, on reconnaît à chaque individu le droit de quitter son pays, un droit qui sera repris quasiment comme tel, quatre siècles plus tard, dans l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Dans cette conception de la souveraineté nationale, les frontières des territoires se superposent donc parfaitement à celles des populations. Les migrations internationales apparaissent dès lors forcément comme une anomalie, comme un élément perturbateur, qui découplerait les frontières du territoire national de celles du territoire démographique. Sur un même territoire cohabiteraient plusieurs populations, tandis qu'une même population serait répartie sur plusieurs territoires. Cette conception de la souveraineté nationale porte en elle le *paradigme de l'immobilité*, c'est-à-dire l'idée que, dans un monde idéal, chacun resterait chez soi. Et la frontière, non seulement séparerait les peuples les uns des autres, mais les protégerait les uns des autres.

C'est bien cette conception de la souveraineté qui incite aujourd'hui les mouvements de la « vraie gauche » à se revendiquer comme souverainistes, retranchés derrière des frontières protectrices. Et c'est cette conception de la souveraineté qui amène la gauche de gouvernement à considérer les migrations comme un problème à résoudre, plutôt que comme une réalité structurelle. L'absence de projet politique migratoire tient largement à l'incapacité à considérer celles-ci, à gauche comme à droite, comme des réalités structurelles, mais plutôt comme des anomalies. Des anomalies des relations internationales, des anomalies de la paix entre les peuples que les frontières et la souveraineté nationale étaient censées garantir.

Un renversement de valeurs

Cette incapacité de la gauche à réinventer la souveraineté, quitte à la revendiquer, pour certaines de ses composantes, signifie-t-elle pour autant la fin du clivage gauche-droite, comme voudraient le faire croire certains ? Il est indéniable que la droite a davantage accepté la mondialisation comme une réalité structurelle, sans pour autant qu'il en soit de même pour les migrations. Et la tentation est donc forte, ici, de ne plus vouloir lire la question des migrations au prisme de l'axe gauche-droite, comme si cette question avait opéré un renversement de valeurs.

La question des migrations et des frontières est pourtant essentielle : empiriquement d'abord, parce qu'elle concerne directement la vie de millions de personnes. Idéologiquement ensuite, parce qu'elle pose la question de notre rapport à l'autre. Si l'axe gauche-droite reste pertinent à bien des égards, il ne peut plus être notre seule clé de lecture : à l'axe gauche-droite des abscisses doit s'ajouter celui des ordonnées, qui va du souverainisme à l'universalisme.

La droite, aujourd'hui, est clairement scindée entre une droite souverainiste et nationaliste, et une droite aux visées universalistes. C'est celle de la démocratie-chrétienne de Merkel, pour qui l'accueil des réfugiés est le « rendez-vous de l'Allemagne avec la mondialisation » ; c'est aussi celle de la droite libérale. La gauche, quant à elle, n'est pas si nettement répartie le long de cet axe des ordonnées. Tandis que la « vraie gauche » s'affirme ouvertement souverainiste et que la gauche écologiste veut encore croire à l'universalisme, la gauche de gouvernement — les partis socialistes, pour le dire plus simplement — continue à louvoyer entre des aspirations souverainistes et universalistes, coincée dans le malaise d'une souveraineté nationale qu'elle ne veut ni assumer ni repenser.

Et pendant ce temps, les naufrages en Méditerranée continuent.